

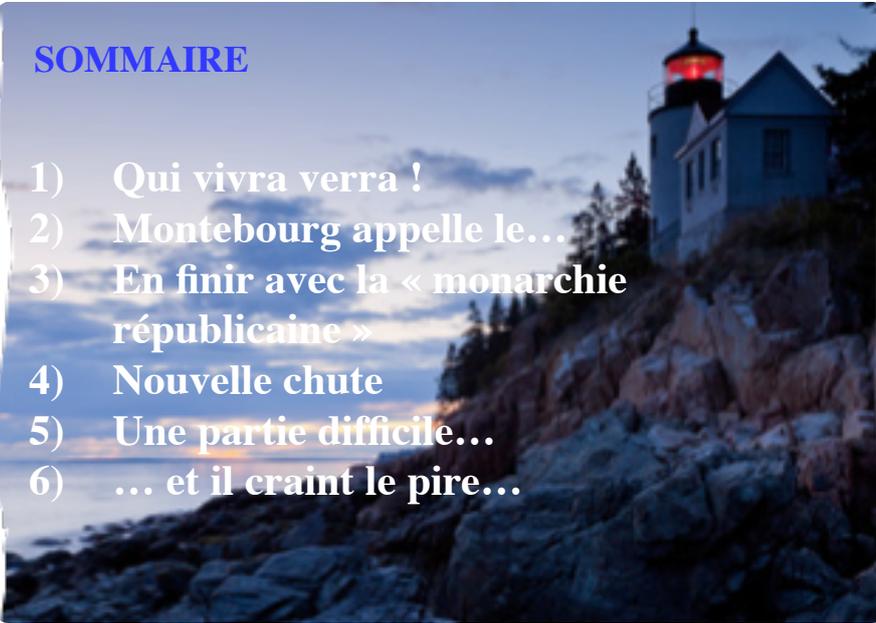
LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 25 FÉVRIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Qui vivra verra !
- 2) Montebourg appelle le...
- 3) En finir avec la « monarchie républicaine »
- 4) Nouvelle chute
- 5) Une partie difficile...
- 6) ... et il craint le pire...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le PS va-t-il survivre au quinquennat de François Hollande ?



Le président de la République, François Hollande, le 17 février 2015, à Sarre-Union (Bas-Rhin). (MAXPPP)

Pour comprendre la crise que traverse la majorité, francetv info a interrogé Denis Lefebvre, spécialiste de l'histoire du Parti socialiste.



Propos recueillis par Bastien Hugues

A moins de quatre mois du congrès de Poitiers, le Parti socialiste est-il menacé d'une scission ? A-t-il déjà connu des crises aussi fortes par le passé ? Alors que la majorité a connu de nouvelles turbulences durant la semaine, avec l'emploi de 49.3 pour faire passer la loi Macron, mardi 17 février, francetv info a interrogé l'historien Denis Lefebvre. Auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du Parti socialiste (*Le Socialisme pour les nuls*, 2008) et lui-même adhérent au PS, il est également secrétaire général de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS).

Francetv info : Le Parti socialiste a-t-il déjà traversé, dans son histoire, une crise aussi grave que celle d'aujourd'hui ?



Denis Lefebvre : Depuis qu'il existe sous la forme actuelle, c'est-à-dire depuis 1905, le PS a toujours été confronté à un certain nombre de

problèmes. L'un d'eux revient de manière récurrente : à chaque fois qu'il est au pouvoir, le Parti socialiste se divise.

Ce fut le cas en 1936, au moment du Front populaire, dans les années 50, avec le gouvernement de Guy Mollet, ou encore sous Mitterrand, après 1981. Et c'est encore le cas aujourd'hui. A chaque fois, deux familles du Parti socialiste s'affrontent, et à chaque fois – ou presque –, cela aboutit à une scission.

Autrement dit, la crise actuelle n'est pas inédite...

Non. Cette division est une constante pour le Parti socialiste. En 1936, un leader socialiste, Marceau

Pivert, lance : *"Tout est possible."* Le lendemain, Léon Blum lui répond : *"Tout n'est pas possible."* Rendez-vous compte, c'était il y a quatre-vingts ans ! Et pourtant, il s'agissait, grosso modo, de la même question de fond que celle qui agite le PS aujourd'hui.

Quelles sont ces deux familles qui s'opposent ?

Il y a effectivement deux familles au sein de la gauche française : d'une part, une gauche qui choisit de gouverner, avec tous les compromis, les erreurs et les déceptions que cela implique ; et d'autre part, une autre gauche, qui veut toujours aller plus loin, qui a des états d'âme, qui sait qu'elle risque de décevoir une fois au pouvoir, et qui, par conséquent, préfère avoir un pied dedans et un pied dehors. L'épisode actuel illustre bien le fait que ces deux familles existent à gauche, mais qu'elles existent aussi au sein même du Parti socialiste.

“ Ce qui est tragique, c'est que la gauche qui rêve s'éloigne irrésistiblement de la gauche qui rame.

Denis Lefebvre francetv info

Vous parliez du risque de scission. Ce risque existe-t-il à nouveau aujourd'hui, à l'approche du congrès de Poitiers, au mois de juin ?

Les périodes de pré-congrès sont toujours difficiles pour le Parti socialiste. Mais chacun sait qu'une crise qui déboucherait sur une scission serait mortifère pour le parti. Si le collectif ne reprend pas le dessus, le risque existe.

L'une des questions clés est de savoir si les rancœurs personnelles qui existent depuis la primaire de 2011 peuvent être mises de côté par les intéressés. A l'époque, les débats se sont bien passés. Mais, à la fin, certains vaincus n'ont pas digéré leur défaite, et se sont engagés en coulisses dans une stratégie personnelle, puis dans l'amorce d'une contestation. C'est un élément essentiel pour comprendre la situation actuelle.

L'aile gauche du PS, elle, justifie sa position en affirmant que la ligne politique actuelle du gouvernement ne correspond pas au cap promis par François Hollande en 2012...

En 2012, François Hollande a été élu sur un beau

slogan : "**Le changement, c'est maintenant.**" Le problème, c'est que, dans la situation de crise que nous connaissons, ce choix de slogan était sans doute un petit peu hasardeux. Les frondeurs ont peut-être raison, mais jusqu'à preuve du contraire, leur position n'est pas majoritaire au sein du groupe parlementaire. Peut-être qu'après le Congrès du mois de juin, ils le seront, mais pour l'instant, ce n'est pas le cas !

En attendant, nous assistons quasiment à une première dans l'histoire du Parti socialiste : une minorité de parlementaires refuse de respecter la ligne majoritaire du parti. Cela pose une vraie question : le PS est-il encore un parti discipliné ?

Pourquoi cette aile gauche du PS ne quitte-t-elle pas le parti ?

Parce que la cohabitation des deux familles, que j'évoquais, est une tradition. Depuis sa fondation, en 1905, le Parti socialiste a toujours fonctionné avec différents courants de pensée, différentes tendances, différentes sensibilités. Fut un temps, par exemple, où cohabitaient au sein de la SFIO des réformistes et des anarcho-syndicalistes ! Mais depuis le congrès d'Epinais, en 1971, le PS a tranché un débat, en se fixant comme objectif d'accéder au pouvoir pour transformer la société.

“Cela fait longtemps que la gauche sait qu'elle ne fera plus le grand soir !

Denis Lefebvre francetv info

Mais manifestement, certains ne suivent pas. Donc soit tout le monde décide de passer outre les querelles de personnes, et privilégie l'intérêt de la France, soit certains quitteront le parti, et provoqueront en effet une scission.

Nous en revenons au risque de scission...

Personnellement, je doute de la réalité de ce risque. Cette hypothèse serait mortifère pour le PS, mais elle serait aussi suicidaire pour ceux qui partiraient. Lorsque vous quittez un parti pour en fonder un autre, c'est parce que vous pensez que vous avez raison.

Vous croyez que vous allez pouvoir l'emporter sur la maison-mère, notamment en ramenant à vous, à plus ou moins long terme, une majorité d'élus, d'adhérents, etc. Or, je le répète, dans toute l'histoire du Parti socialiste, jamais une partie scissionniste ne l'a emporté sur la maison-mère.

Quand Marceau Pivert quitte la SFIO en 1936, il ne part pas avec plus de 2 000 ou 3 000 adhérents. Quand naît le Parti socialiste autonome, en 1958, seuls quelques milliers d'adhérents quittent la SFIO. Quand Jean-Pierre Chevènement quitte le PS en 1993, il n'emmène avec lui que quelques centaines d'adhérents. Idem pour Jean-Luc Mélenchon en 2008 : depuis qu'il a quitté le PS, il réussit certes à exister médiatiquement, mais il n'est pas passé devant le PS aux élections. Et au fond, il reste relativement isolé, puisque même ses alliés du PCF gardent quelque peu leurs distances...

“ Blum disait : 'On n'a jamais raison contre son parti.' ”

Denis Lefebvre francetv info

L'an dernier, en juin 2014, Manuel Valls disait : "La gauche peut mourir." L'évolution des événements, depuis, ne renforce-t-elle pas cette hypothèse ?

Il est vrai que c'est une possibilité. Le Parti socialiste est un parti qui existe beaucoup autour de ses élus, de ses bastions électoraux. S'il les perd massivement, cela pose un vrai problème. Deuxièmement, un parti politique n'existe véritablement que s'il a un candidat susceptible de l'emporter à la présidentielle. Si ce n'est pas le cas dans deux ans, cela posera un autre problème de taille. Le Parti socialiste risquerait alors, sinon de mourir, de devenir un parti sérieusement exsangue. Et si l'unité du PS n'est pas préservée, ce risque sera d'autant plus grand.

Comment, alors, le PS peut-il survivre au quinquennat de François Hollande ?

Il n'y a pas trente-six solutions : si la situation fait que François Hollande est en mesure d'être réélu en 2017, les problèmes du PS s'envoleront. "*Il faut donner du temps au temps*", comme disait François Mitterrand. Mais si la situation ne s'améliore pas, alors le PS doit s'attendre à retrouver l'opposition, avec un parti très affaibli et une gauche très divisée. De là à pronostiquer l'éclatement du parti... D'abord, il est difficile pour un historien de faire des pronostics. Et puis, qui donc aurait cet intérêt au sein du PS ? Absolument personne !

II) Montebourg appelle le gouvernement à «cesser ses erreurs de politique économique»

LIBERATION avec AFP



Arnaud Montebourg à l'université de Princeton, le 23 février 2015. (Photo Kena Betancur.AFP)

L'ancien ministre PS, désormais entrepreneur, a fustigé une fois de plus la politique d'austérité européenne, critiquant l'orientation du quinquennat de François Hollande, à l'occasion d'une conférence à Princeton (Etats-Unis).

L'ancien ministre PS Arnaud Montebourg a dit craindre que le quinquennat de François Hollande se termine «avec 800 000 chômeurs de plus» et avec «le Front National au bout du chemin», lançant un «appel solennel aux dirigeants européens» pour qu'ils cessent leur «politique suicidaire».

«Si on continue sur cette politique suicidaire -et je lance un appel solennel aux dirigeants politiques européens, au président de la République, au Premier ministre, de cesser ces erreurs de politique économique-, nous finirons le quinquennat avec 800 000 chômeurs de plus. Donc, c'est le Front National au bout du chemin. Voilà ce qui se prépare», a déclaré Arnaud Montebourg à la presse depuis l'université américaine de Princeton, dans le New Jersey, où il donne jusqu'à fin février un cycle de conférences sur les réponses apportées à la crise en Europe et aux Etats-Unis.

«Les Français et les Européens doivent savoir qu'ils sont sur la mauvaise pente, que nous risquons de finir en France le quinquennat de François Hollande avec 800 000 chômeurs de plus», a insisté l'ancien ministre de l'Economie

au micro de France 2. Dans la vidéo ci-dessous, l'ancien ministre avoue «ne pas être Superman», reconnaissant son incapacité à avoir infléchi la politique d'austérité de la France.

http://www.francetvinfo.fr/politique/arnaud-montebourg/video-a-princeton-montebourg-fait-son-show-et-tacle-le-gouvernement_832691.html

A Princeton, l'ex-ministre s'est également exprimé sur la loi Macron, qui pour certains a été impulsée par lui, ce que lui a réfuté dès le 17 février dernier.



Arnaud Montebourg ✓ @montebourg
Je suis assez surpris qu'on me fasse parler en mon absence. Cette #LoiMacron n'est assurément pas la mienne.
13:46 - 17 Févr 2015

http://www.dailymotion.com/video/x2hyl20_montebourg-critique-la-loi-macron-lors-d-une-conference-a-princeton_news

Arnaud Montebourg, désormais entrepreneur spécialisé dans le made in France, avait rencontré la semaine dernière l'économiste américain Paul Krugman, Prix Nobel en 2008 et chroniqueur pour le New York Times, très critique de la politique économique européenne.



Arnaud Montebourg ✓ @montebourg
À Princeton, ai remercié le Nobel Paul Krugman pour sa lutte contre l'austérité suicidaire menée par les gvt de l'UE
15:20 - 19 Févr 2015

Arnaud Montebourg, qui avait recueilli environ 17% des voix à la primaire socialiste en 2011, a quitté le gouvernement fin août, avec Benoît Hamon et Aurélie Filippetti, après une sévère critique de la ligne économique du gouvernement.

LIBERATION avec AFP

III) Laurent Baumel : "Changeons l'imaginaire politique"



Par Renaud Dély

Le député PS frondeur Laurent Baumel publie un pamphlet pour en finir avec la "monarchie républicaine". L'Obs l'a rencontré.



Laurent Baumel, député PS d'Indre-et-Loire. (Xavier Leoty/AFP PHOTO)

Laurent Baumel est député PS d'Indre-et-Loire. Il est un des animateurs de la Gauche populaire, et a également contribué à lancer en 2014 le collectif Vive la gauche ! qui rassemble les parlementaires dits "frondeurs" ainsi que des élus et des militants socialistes qui contestent la politique économique du gouvernement de Manuel Valls. Entretien.

Sous la Ve République, être député de la majorité, c'est un emploi fictif ?

- Non, les députés ajustent la législation sur certains points. Mais leur intervention ne porte que sur les marges. Les orientations fondamentales restent l'apanage de l'exécutif. Lorsqu'on est élu député de la majorité pour la première fois, on vous apprend très vite à ne pas user pleinement de votre droit d'amendement pour ne pas gêner l'exécutif.

Si on conserve l'ambition d'être un vrai législateur, le métier de député peut devenir frustrant car c'est l'apprentissage du renoncement. Dans ce livre, je raconte que j'ai été stupéfait par exemple d'entendre Bruno Le Roux clore une discussion houleuse au sein du groupe socialiste en déclarant : "Le président est contre cet amendement. Etre pour cet amendement, c'est être contre le président." Cette phrase chimiquement pure définit l'essence de la Ve République : c'est

une monarchie républicaine.

Quand on observe la remontée de Hollande dans les sondages après les attentats, n'est-ce pas pourtant ce que veut l'opinion : un président monarque et pas un "président normal" ?

- Ce vieux fond monarchique sommeille en nous, et ce fut l'intuition de De Gaulle que de le réactiver. C'est pour cela que l'on ne peut supprimer l'élection du président au suffrage universel. Mais cette monarchie républicaine sans contre-pouvoirs parlementaires montre gravement ses limites.

Depuis vingt ans, les présidents reviennent sur leurs engagements sans qu'aucune force de rappel s'exerce sur eux. La relégation des parlementaires au profit des cabinets ministériels coupe le pouvoir des réalités sociales. Le point de vue de ceux que Rosanvallon appelle "les invisibles" n'est pas représenté dans la décision politique.

Enfin, dès que le pouvoir politique est concentré en un seul endroit, la pression des marchés financiers et milieux d'affaires pour imposer leur agenda se révèle très efficace. Un déséquilibre d'autant plus fort que la technocratie et ces milieux s'interpénètrent. Autrefois, les hauts fonctionnaires protégeaient le politique face aux marchés. Aujourd'hui, quelqu'un comme Emmanuel Macron incarne la porosité des deux milieux.

Comment rééquilibrer ce système ?

- Sur le plan institutionnel, deux réformes simples sont indispensables. D'abord la suppression du droit de dissolution, qui priverait l'exécutif d'une menace infantiliste utilisée aujourd'hui pour faire taire les députés. Ensuite la suppression complète de l'article 49-3 qui court-circuite la discussion parlementaire. Toutefois, changer les dispositifs n'aura pas d'effet majeur si on ne change pas les dispositions mentales.

C'est-à-dire ?

- Il faut s'attaquer à la culture et à l'imaginaire politiques du régime. Il est possible par la pratique collective de changer la lecture des institutions, comme le montre le précédent de la IIIe République : à la faveur de la crise avec le maréchal Mac Mahon, les républicains de l'époque ont cassé la dimension bonapartiste du régime. Le texte de la Ve République est

parfaitement interprétable dans un sens parlementaire, on l'a vu en période de cohabitation.

Changer cet imaginaire politique, c'est une responsabilité partagée : celle du président lui-même, des médias qui ne doivent plus considérer la majorité comme une armée avec des députés-soldats condamnés à "rentrer dans le rang". Et puis il faut que les députés eux-mêmes se désinhibent et retrouvent leur orgueil d'être des législateurs à part entière.

Mais beaucoup de députés PS ne doivent-ils pas leur élection en juin 2012 à la victoire de François Hollande six semaines plus tôt ?

- Si le Parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement, à quoi bon l'élire ? Avec le quinquennat, le président et sa majorité passent ensemble un contrat démocratique avec le pays. Si le chef de l'Etat estime nécessaire, un ou deux ans plus tard, de changer de politique, il devrait être contraint de négocier ce changement avec ses cocontractants. Ce que je reproche aujourd'hui à François Hollande, ce n'est pas seulement d'avoir opéré un tournant contestable en choisissant la politique de l'offre, c'est de ne pas en avoir du tout discuté au préalable avec les parlementaires de la majorité.

nouvelobs.com/-Propos recueillis par Renaud Dély

"Quand le Parlement s'éveillera...", par Laurent Baumel, Editions le Bord de l'eau, 90 pages.

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Nouvelle chute de popularité pour Hollande et Valls



Par L'Obs avec AFP



François Hollande et Manuel Valls, lors de la cinquième conférence de presse du chef de l'Etat, le 5 février 2015. (FRANCOIS MORI / POOL / AFP)

Le président de la République est crédité de 24% de satisfaits (en baisse de 5 points par rapport à janvier) et le Premier ministre de 46% (-7 points).

François Hollande et Manuel Valls perdent respectivement 5 et 7 points de popularité en février, marquant un recul de leur bond de popularité observé en janvier après les attentats survenus en France, selon un sondage Ifop pour le "Journal du Dimanche" et Hémisphère Public dimanche 22 février.

Le président de la République est crédité de 24% de satisfaits (en baisse de 5 points par rapport à janvier) et le Premier ministre de 46% (-7 points).

Chez les sympathisants du Parti socialiste, où il recueille 66% de satisfaits, François Hollande est en recul de 7 points par rapport à janvier. Sa baisse est sensible aussi auprès des sympathisants du Front de gauche (de 39 à 27%).

Il progresse en revanche de 9 points chez les sympathisants d'Europe Ecologie/Les Verts (passant de 32 à 41% de satisfaits) et reste toujours très faible chez ceux de l'UDI (de 15 à

Sous les 50% depuis septembre 2012

La cote de popularité du président de la République a été au plus haut le mois de son élection, en mai 2012 (61% de satisfaits). Elle est passée sous la barre de 50% en septembre 2012 (43% de satisfaits), seuil qu'elle n'a plus franchi depuis.

Manuel Valls de son côté bénéficie d'un indice de satisfaction le plus élevé chez les sympathisants du Parti socialiste (83% en février, contre 88 en janvier). Il demeure pratiquement stable chez ceux de Europe Ecologie/Les Verts (58% en février, 60% en janvier). Il obtient un indice de satisfaction de 40 points chez les sympathisants de l'UDI (65% en janvier) et passe de 47% de satisfaits chez les sympathisants de l'UMP à 34%.

Il enregistrait un taux de satisfaction de 58% en avril 2014, lors de sa nomination au poste de Premier ministre. Il n'a cessé de reculer depuis, à l'exception de janvier 2015 où, après les attentats, sa popularité est passée à nouveau au dessus de 50% de satisfaits (53%, contre 35% en décembre 2014).

L'enquête a été menée par questionnaire auto-administré en ligne et par téléphone du 12 au 21 février auprès d'un échantillon de 1.972 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Départementales : le PS confronté à des alliances inédites contre lui

Par Stéphane Allié

Le scrutin devrait voir le Parti socialiste perdre un nombre important de bastions. Le reste de la gauche commence à tester des alliances nouvelles. « Les appareils ont choisi la stratégie de Mélenchon en considérant que la défaite du PS est une condition de l'alternative », enrage le ministre Stéphane Le Foll.

Gauche, monument en péril avant rénovation ? À un mois du premier tour des élections départementales, les craintes du PS ne semblent pas dissipées par « *l'esprit du 11 janvier* ».

Imaginé par Manuel Valls du temps où il était ministre de l'intérieur, le scrutin néo-cantonal a été réformé pour imposer un ticket obligatoire homme/femme et va désormais concerner l'ensemble du territoire (alors que jusqu'ici, les conseils généraux étaient renouvelés de moitié).

Autre innovation importante, le seuil de qualification au second tour est dorénavant fixé à 12,5 % des inscrits (et non plus des votants). Mais cette refonte (lire le détail ici), qui avait pour but de renforcer le bipartisme en faisant disparaître les triangulaires, tout en nationalisant le suffrage, est en passe de se retourner contre ses inspireurs.

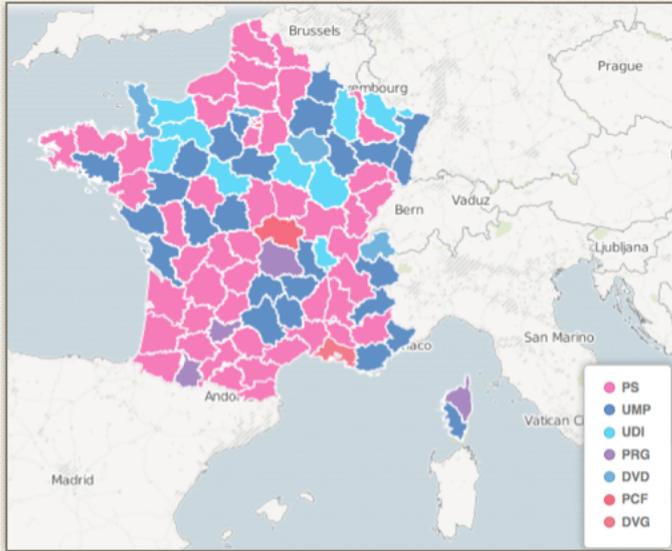
D'abord, en cas d'abstention moins catastrophique que prévu, l'hypothèse de triangulaires n'est pas forcément à écarter. En effet, le mode de scrutin ayant entraîné un resserrement du nombre de candidats, de par les volontés de rassemblement et les difficultés de recrutement de candidates, ils ne sont plus que 4,43 en moyenne cette année contre 5,12 en 2011, ce qui pourrait mécaniquement rendre plus accessible le seuil des 12,5 % d'inscrits.

Ensuite – et surtout –, les socialistes pourraient d'un coup perdre entre la moitié et deux tiers de "ses" départements, les experts du PS estimant "conservables" entre 20 et 30 départements (contre 60 actuellement). En cause, l'irrésistible montée en puissance du FN et le rassemblement du reste de la gauche contre lui.

« *Les appareils ont choisi la stratégie de Mélenchon, enrage le ministre Stéphane Le Foll, en considérant que la défaite du PS est une condition de l'alternative. Du coup, il y a 300 à 400 cantons où la gauche risque d'être éliminée. Mais c'est une connerie, car il n'y a pas d'alternative à gauche !* » Pessimiste, ce très proche de François Hollande ne cache pas son ras-le-bol de « *cette exigence à gauche, qui a du mal à comprendre qu'il faille modérer ses ambitions devant les difficultés* ». Concrètement, le PS ne sera allié à d'autres forces de gauche que dans 20 % des cantons (le plus souvent là où le danger du FN est le plus fort).

Pour Jean-Christophe Cambadélis, le constat est amer, ainsi qu'il a exprimé lors d'un récent point-*presse* : « *Nous constatons avec regret qu'à notre gauche, la question est moins l'unité que la destruction du PS pour faire une nouvelle gauche.* » Pour le premier secrétaire du PS, les attentats de Paris ont toutefois changé la donne. « *Face à la*

dynamique frontiste et au fanatisme religieux, les socialistes doivent être à la hauteur », explique-t-il, avant de synthétiser son relatif espoir d'une de ces formules dont il a le secret : « Les socialistes sont mieux mais pas au mieux. »



Les majorités politiques des conseils généraux jusqu'en mars 2015. © MM

Bien que mis à mal récemment, « *l'esprit du 11 janvier* » a toutefois redonné un peu d'espoir aux soutiens du gouvernement, qui espèrent des répliques de la dernière législative partielle du Doubs, où le candidat PS s'est imposé de justesse face au FN. « *Là où être socialiste devenait une honte, ça redevient un peu positif, confie la ministre Marylise Lebranchu. On a de nouveau des demandes de déplacements pour aller soutenir les candidats, ce qui n'était pas du tout le cas pour les municipales.* » « *On ne ressent pas de rejet sur le terrain, confirme un député. Mais on a toujours la crainte d'une abstention similaire à celle des municipales, avec des gens qui ne nous disent rien en face mais se vengent dans l'urne.* »

Sous couvert d'anonymat, cet élu, qui a pourtant voté tous les textes gouvernementaux, a du mal à cacher son ressentiment : « *Ce scrutin à la con où tout est renouvelé d'un coup est quand même une brillante idée de Valls, le même qui a annoncé la fin des départements. Sur le terrain, les électeurs sont paumés, ne comprennent rien, ni à leur nouveau canton, ni à quoi va servir le département...* » Autre inquiétude exprimée par plusieurs socialistes, la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « *la loi NOTRe* », définissant les compétences futures du département dans la nouvelle organisation territoriale, qui sera encore en discussion au Parlement lors du scrutin, obligeant les candidats à rester très généraux dans leur campagne programmatique.

Une « *volonté commune de contruire autre chose* »

Pour l'un des responsables de l'aile gauche du PS, l'eurodéputé Guillaume Balas, la situation est d'autant plus fragile : « *La partielle du Doubs l'a montré : le PS peut encore gagner des élections. Mais on court le risque d'une facilité stratégique, celui de s'enfermer dans une bataille républicaine où on ne se poserait plus aucune question.* » Pire, cet enfermement dans une posture républicaine sans contenu précis reviendrait à dire, toujours selon Balas, que « *notre politique économique va marcher, alors qu'elle ne fonctionne pas, que nous n'arrivons pas à faire en sorte que notre politique soit soutenue, et qu'elle continue d'alimenter la désunion profonde de la gauche* ». Ou pire, pour le PS, le rassemblement du reste de la gauche contre lui.

http://www.dailymotion.com/video/xluon69_le-debat-cambadelis-cosse-melenchon-les-conditions-d-un-dialogue-a-gauche_news

Car ce scrutin départemental revêt ainsi un caractère inédit : dans une majorité de départements, Front de gauche (FDG) et écologistes vont faire un bout de chemin cantonal commun. Ainsi, Europe Écologie-Les Verts (EELV) sera allié au FDG dans 43 % des cantons où il présente des candidats, contre 18 % allié avec le PS (et 36 % en autonome).

« *Dans plus de 50 départements, il y a au moins un accord dans un canton avec le Front de gauche, contre 38 départements avec le PS* », analyse David Cormand, responsable des élections à EELV. « *À chaque fois, les décisions se sont prises à l'échelle du canton, sans aucune pression des appareils politiques nationaux, ajoute-t-il. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a un manque d'appétence très partagé chez les militants, ainsi qu'une disponibilité pour une convergence alternative.* » Et d'enfoncer le clou : « *En fait, les militants d'EELV connaissent exactement le même désamour vis-à-vis du pouvoir que les Français. Ils ont cru au rassemblement puis au changement, avant de voir leur déception grandir sans cesse.* »

Pour autant, l'émergence d'une concurrence alternative à gauche n'est pas (encore) l'objectif affiché. « *Entre l'adhésion coûte que coûte au gouvernement et l'alignement sur le Front de gauche, la grande majorité de la base du mouvement se situe au milieu* », dit Cormand, pour qui on ne peut pas encore parler de «

renversement d'alliance », mais d'une « volonté commune de construire autre chose ». « Après, ça va être un premier test pour voir si cette formule peut passer devant le PS, dit-il, voire permettre d'avoir des élus dans un scrutin majoritaire. » Un point de vue expérimental que partage le Front de gauche.

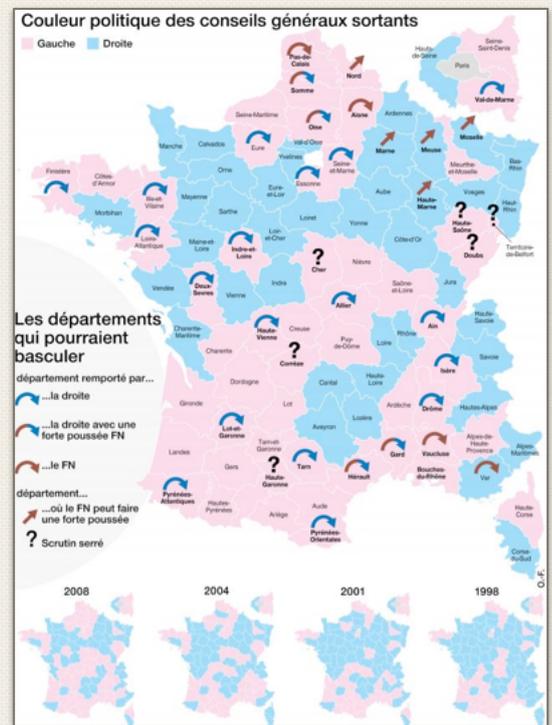
« Ce grand nombre d'accords est un fait nouveau, qui peut modifier l'état du rapport de forces à gauche, estime ainsi Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. Comme avec les socialistes critiques, tout le monde cherche une solution à la situation et a conscience qu'il ne faut pas s'enfermer dans des tête-à-tête ». Pour son homologue du Parti de gauche, Éric Coquerel, l'ambition est également « modeste ». « Nous espérons repartir de l'avant par rapport aux européennes et franchir des caps à certains endroits en passant devant le PS, explique-t-il dans un entretien à Mediapart. L'exemple reste notre résultat à Grenoble aux municipales. Si on sort de ces élections avec plusieurs démonstrations de ce type, ce sera une réussite. »

Ce rapprochement entre écologistes et Front de gauche va enfin devoir surmonter l'obstacle de l'entre-deux tours pour ne pas trop se désunir et espérer prospérer dans la foulée de ces départementales. La question des désistements ou des appels à voter pour le PS pourraient ainsi laisser apparaître des divergences d'appréciations entre les différentes forces représentées. Tout comme en cas de Front républicain, où chacun a par exemple un point de vue spécifique sur le « front républicain » (plutôt la règle pour EELV, plutôt l'inverse pour le PG, plutôt au cas par cas pour le PCF). Après, du prochain congrès du PS aux régionales en passant par l'initiative des Chantiers d'espoir, une autre histoire pourra peut-être commencer.

mediapart.fr

VI) Élections départementales 2015 : Le PS craint le pire, le FN en embuscade

Dans un mois, on vote. Une vingtaine de départements pourraient passer entre les mains de l'UMP. L'extrême droite vise une première conquête.



Les élections départementales se dérouleront le 22 et 29 mars prochains, suivant un mode de scrutin totalement inédit et dans des circonscriptions entièrement redessinées.

La gauche dirige aujourd'hui 61 départements. Entre trente et quarante départements sur cent un pourraient basculer à droite. Pour la première fois, le FN peut se retrouver majoritaire dans une poignée de conseils généraux.

La gauche en ordre dispersé

À la tête de 61 départements sur 101, la gauche s'attend à une nouvelle déroute électorale après celle des municipales et des européennes. Les pronostics les plus sombres tablent sur la perte d'une trentaine de départements. Le PS n'exclut pas un « effet Doubs » à la faveur de « l'esprit du 11 janvier », mais ne s'attend pas à un miracle.

Le vote-sanction contre le pouvoir en place est d'autant plus redoutable que les enjeux locaux ne pèseront pas lourd, tant ils sont brouillés par une réforme territoriale illisible. Le PS a beaucoup à perdre dans ces élections où la gauche se présente en ordre dispersé. Les appels à l'union lancés par Jean-Christophe Cambadélis sont restés lettre morte.

Dans 80 % des cantons, les écologistes ont choisi de se présenter sans le PS, préférant s'allier avec le Front de gauche. Compte tenu d'une abstention probablement forte, le seuil exigé pour se maintenir au second tour (12,5 % des inscrits) risque d'être fatal au PS : il s'attend à une

élimination dès le premier tour « dans des centaines de cantons ».

L'UMP rêve d'une vague bleue

Le parti de Nicolas Sarkozy, qui dirige 25 départements, rêve d'en conquérir une vingtaine d'autres, voire une trentaine en cas d'effondrement du PS. Avec ses alliés centristes, l'UMP espère inverser le rapport de forces en prenant la tête d'une soixantaine de départements.

Parmi ceux ciblés par la droite : les Deux-Sèvres, l'Indre-et-Loire, l'Eure, voire l'Essonne, fief de Manuel Valls, et la Corrèze de François Hollande. Le pari est loin d'être gagné. Une nouvelle poussée du FN risque de mettre l'UMP dans une fâcheuse posture, si des candidats en viennent à pactiser avec le FN.

« *Tout responsable UMP qui conclura un accord avec le FN sera immédiatement exclu* », a prévenu Nicolas Sarkozy. Le cas ne manquera pas de se poser : le parti de Marine Le Pen pourrait peser sur l'élection du président dans une poignée de départements, dans le sud-est ou le nord.

Le FN en position de force

Les sondages placent le parti de Marine Le Pen en tête des intentions de vote, à près de 30 %. Le FN, qui aura des candidats dans 93 % des cantons, se targue d'être « *le mouvement politique le plus présent pour ces élections* ».

Le parti, qui ne compte aujourd'hui que deux conseillers départementaux, pourrait gagner une centaine de sièges. Plusieurs départements pourraient tomber dans l'escarcelle du FN : le Var, le Vaucluse, le Pas-de-Calais et l'Aisne.

Marine Le Pen est ouverte à des alliances locales. Elle n'exclut pas d'accorder son soutien à ceux qui s'engageraient à mettre en oeuvre « *4 ou 5* » engagements définis par elle.

Les dirigeants de l'UMP ont déjà dit qu'ils n'y étaient pas favorables. Mais près de la moitié des sympathisants UMP souhaitent un accord avec le FN aux départementales et aux régionales.

Contre les « frondeurs », le PS veut « donner ses consignes » sur le vote des textes

Le Parti socialiste (PS) veut tirer des leçons du 49-3. Une semaine après que le gouvernement, qui craignait de ne pas avoir une majorité suffisante, a dû passer en force sur la loi Macron, le PS, réuni en bureau national, a adopté mardi 24 février une résolution qui devrait changer la donne au sein du parti.

Le texte stipule que l'instance exécutive du parti, « *en dialogue avec les groupes socialistes au Parlement, donnera maintenant ses consignes sur les textes après audition du gouvernement* ». « *Tout manquement aura les conséquences prévues par nos règles internes* », est-il encore écrit. Si elle réaffirme que le PS est « *un parti de*

Le texte, adopté par 29 voix, vise directement les élus « *frondeurs* » qui ont mis en difficulté le gouvernement en annonçant qu'ils ne voteraient pas la loi Macron :

« *La souplesse individuelle de l'abstention au Parlement est devenue une faiblesse collective en se transformant, pour une minorité, en volonté de faire tomber le gouvernement à travers un texte qui vise à combattre des inégalités et soutenir l'activité (...). Le manque de respect, de fraternité ou tout simplement de camaraderie a atteint un niveau intolérable.* »

« RESPECTER LA RÈGLE DE L'UNITÉ DE VOTE »

« *Les députés sont à la fois représentants du peuple et militants socialistes, ils doivent respecter l'ensemble des décisions du gouvernement* », a insisté le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, lors d'un point presse.

« *Des obligations spécifiques existent pour les membres des groupes parlementaires* », rappelle ainsi la résolution votée mardi. « *L'article 5.4.3 stipule en effet que "les membres du groupe socialiste au Parlement acceptent les règles internes du parti et se conforment à sa tactique. En toutes circonstances, ils doivent respecter la règle de l'unité de vote de leur groupe"* ».

Dans son texte, le bureau national du PS demande toutefois à être davantage entendu sur la loi Macron. Il estime que le mémorandum adressé au gouvernement avant l'examen de la loi Macron, et dans lequel il préconisait par exemple le chiffre de sept dimanches ouverts au commerce, contre 12 dans la loi Macron, « *n'a pas été étudié comme il aurait dû* » et « *doit l'être en seconde lecture* ».

**VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES**



**ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES**
22 & 29 MARS 2015

LAPRESSEENREVUE.EU

Les nouveaux articles sont à la suite...

1) Querelle PS-PCF : Christian Favier calme le jeu

Par C.Dubois



En pleine crise de confiance entre PS et PCF du Val de Marne, trois questions à Christian Favier, président PCF sortant du Conseil général à propos de la situation à Fresnes

L'Haÿ-les-Roses, à Champigny-sur-Marne, et du troisième tour.

Certes, la proximité des élections engendre toujours des postures politiques plus affirmées afin d'être bien lisible auprès des électeurs, mais la crise de confiance actuelle entre le PS et PCF du Val de Marne, illustration locale de la situation nationale, risque d'impacter durablement la politique départementale alors que le premier fédéral du PS Val de Marne, Luc Carvounas, a fait savoir en début de semaine, excédé par les prises de position nationale et locale de son allié communiste, que le PS se réserverait le droit de rester ou non dans la majorité départementale à l'issue des élections, dans la mesure où le département resterait à gauche.

Situation à L'Haÿ-les-Roses – Fresnes

A L'Haÿ-les-Roses – Fresnes, le PCF a choisi de soutenir le binôme Brigitte Tironneau (exclue du PS en raison de sa candidature dissidente) et Stéphane Coloneaux (PCF) contre l'avis du PS qui a investi Philippe Vafiades et Fabienne Heilbronn. Une provocation ?

« Nous étions favorables au soutien des deux conseillers généraux sortants PS Pierre Coilbault et Brigitte Tironneau dès le premier tour car le canton est considéré comme fragile. Il se trouve que Pierre Coilbault n'a pas souhaité se représenter et c'est lui-même en accord avec des militants PS de L'Haÿ, qui a proposé Stéphane Coloneaux du PCF. Ce n'est pas une OPA du parti communiste. »

Aurait-il fallu s'abstenir d'un soutien officiel à la candidature PS dissidente, sans forcément adouber les candidats officiels du PS ?

« C'est vrai que la situation est inédite et

compliquée, mais il s'agit d'une conseillère sortante, qui s'est investie avec sérieux dans son mandat et à qui nous n'avons absolument rien à reprocher. »

Le canton est-il perdu ?

« Pour la majorité départementale, ce canton est important. C'est un canton fragile mais je n'ai jamais considéré que c'était un canton perdu. Une inconnue importante sera le score du Front National. »

Situation à Champigny-sur-Marne

Concernant la situation à Champigny-sur-Marne, où le PS a décidé de retirer son soutien à votre candidature sans toutefois investir son propre candidat, la candidature surprise de Patrick Nello vous inquiète-t-elle ?

« Non, il s'agit d'une candidature anecdotique, un candidat parachuté qui n'a jamais été campinois. Il était au comité de soutien du nouveau maire UMP de Villejuif, Franck Le Bohellec. En outre, difficile de dire à qui il prendra des voix, à droite ou à gauche. A Champigny, nous sommes les seuls candidats à gauche. »

Le candidat UMP-UDI-Modem, Laurent Jeanne a également réalisé un bon score dans ce canton aux élections municipales.

« Il s'agit effectivement d'un canton qui n'est ni très à droite ni très à gauche et dans lequel il faut mener campagne sérieusement. Mais nous ne sommes pas dans l'élection municipale, et lorsque l'on évoque le département lors des porte-à-porte, les habitants se prononcent sur le département. Contrairement aux municipales également, il n'y a pas de candidat de gauche concurrent au premier tour, EELV et Gauche citoyenne nous soutiennent dès le premier tour. L'inconnue sera là aussi le Front National. Fera-t-il un score inférieur ou supérieur à celui des municipales et prendra-t-il des voix à gauche ou à droite ? »

Le troisième tour des départementales

En cas de victoire à gauche, comment gérer la collaboration avec le PS alors que les relations entre le PCF et le PS se sont fortement dégradées dans le département ?

« Je souhaite continuer à travailler avec une majorité de gauche et même une majorité renforcée à toute la gauche y compris EELV.

Nous avons connu un épisode malheureux aux élections cantonales de 2011 lors desquelles les Verts s'étaient maintenus contre le PCF au second tour et n'avaient donc pas été maintenus dans l'exécutif après l'élection, mais j'espère que nous allons dépasser cela. La gauche a jusqu'à présent bien travaillé ensemble même s'il y a des nuances dans nos prises de position. Nous avons même rédigé une déclaration ensemble à propos des élections départementales. » Rendue publique un peu tard. « Certes, mais nous ne voulions pas gêner les discussions entre formations politiques. »

« Les bases politiques existent pour bien travailler ensemble et j'espère que nos convictions communes prendront le pas sur le reste. Et puis, il y a aussi beaucoup de départements en France, comme par exemple le département voisin, où la majorité PS a besoin du PCF pour constituer sa majorité... »

Et en cas de victoire de la droite, siégerez-vous au sein de l'Assemblée départementale?

« Je n'aurai pas le choix! Mais je ne me place pas dans cette hypothèse! »

94.Citoyens



Jonathan dit :
20 février 2015 à 17 h 20 min

Voilà la différence avec un carvounas autoritaire qui veut faire marcher le monde à la matraque, comme son ami Valls, et un Favier. Un homme responsable et lucide qui ne tombe pas dans la politique politicienne de caniveau comme le voudrait carvounas.

Carvounas est petit en taille mais je pensais pas que ça le mettait à la hauteur du caniveau...

LAPRESSEENREVUE.EU

2) Départementales : le PS Val de Marne menace de ne pas constituer de majorité avec le PCF

Par C.Dubois



Entre le soutien du PCF Val de Marne et du président sortant Christian Favier à la candidate PS dissidente de Fresnes – L'Haÿ-les-

-Roses et la décision du groupe Front de Gauche de voter la motion de censure contre le gouvernement à l'Assemblée nationale, aux côtés de l'UMP et du FN, la coupe est pleine pour le PS du Val de Marne.

« Nous nous battons jusqu'au bout pour conserver la majorité du Val de Marne à gauche et il n'y aucune ambiguïté sur le fait que nous appellerons à voter pour un candidat PCF s'il est le mieux placé à gauche au second tour, mais nous nous réservons le droit d'être ou non dans la majorité une fois les élections achevées, en fonction de la manière dont se sera déroulée la campagne », prévient Luc Carvounas, premier fédéral du PS Val de Marne. « Nous préférons, avec Abraham Johnson, président du groupe socialiste et républicain au sein du Conseil général, être un groupe sans délégation d'exécutif mais un groupe qui pèse, ajoute le sénateur-maire PS d'Alfortville, excédé par les dernières prises de position locales et nationales de son allié. Mais je rappelle à mes camarades communistes que les faiseurs de roi dans une assemblée de gauche demain, et ce quel que soit le rapport de force, seront les Socialistes! »

Voilà qui est clairement énoncé. A noter que la prise de position du groupe ne concerne que le PS et pas le MRC, associé au PS au sein du groupe socialiste et républicain du Conseil général.

94.Citoyens



Eprard dit :
19 février 2015 à 1 h 04 min
LAMENTABLE !

On se fou complètement de l'intérêt des Val de Marnais.

Seules les stratégies politiciennes intéressent le va t en guerre Carvounas !

Pourtant depuis qu'il est le secrétaire du PS 94, son bilan est peu glorieux.

Exception faites de son siège au Sénat, qu'il s'est

octroyé.

Il est vraiment temps que la page socialo communiste se tourne dans le 94. Qu'à terme Alfortville, oublie Mr Carvounas qui ne s'intéresse qu'à sa personne, et « son » parti. Rien à cirer du reste, comme le démontre ses déclarations ici.



ST dit :

19 février 2015 à 9 h 19 min

Ah Mr Carvounas... La menace par la l'ultimatum et le chantage. Au passage faudrait lui préciser que dans une République il est malvenu de « faire des rois »... Enfin vu la politique mis en place par ses amis politiques, peut être doit-on s'y attendre...

Il n'y a plus d'union de la gauche possible avec le PS simplement car la politique menée par ses dirigeants actuels n'est plus de gauche... Il serait grand temps, à la veille de leur congrès que les militants PS s'en rendent compte.



anne dit :

19 février 2015 à 10 h 56 min | Signaler un abus

Voilà des décennies que le PS fait semblant d'être compagnon du PCF pour l'affaiblir. On vivait mieux quand le PCF faisait 23 %.

la loi Macron est une honte et c'est normal de tout faire pour l'abattre.

Il conviendrait que le gouvernement qui s'est travesti en hommes de Gauche retire son déguisement et se présente comme il est : de Droite.

Il y a des honnêtes gens au PS et c'est à eux de retirer le masque des usurpateurs. le chantage est inadmissible.



3) L'imposture

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.



Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire

(truquée!) de la première socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance de Luc Carvounas Sénateur-Maire d'Alfortville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du

Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...

De l'entre-soi comme d'habitude...quelque peu démocratique.

A vous de juger...

Christophe Frédéric-PER

LAPRESSEENREVUE.EU

4) Le PS notifie son exclusion à Brigitte Tironneau

Le 18 février 2015 par C.Dubois -



Christophe Borgel, secrétaire national aux élections du PS, vient de notifier officiellement son exclusion à Brigitte Tironneau, conseillère

candidate dissidente aux départementales à Fresnes-L'Haÿ-les-Roses, en binôme avec le PCF Stéphane Coloneaux.

« *Le secrétariat national du 17 février 2015 a constaté que ta candidature avait été déposée et que tu t'es de fait placée toi même en dehors du parti. En conséquence, le Bureau national du 24 février prochain prononcera ton exclusion. Nous te rappelons que tu ne saurais désormais te prévaloir du Parti socialiste, ni utiliser ses emblèmes ou logo* », conclut la missive après avoir rappelé l'article 4.3.3 des statuts du parti indiquant que « *sont réputés exclus les membres du Parti candidats à un poste électif pour lequel les instances du Parti ont investi un autre candidat.* »

Cette candidature dissidente a eu des réactions en chaîne dans les relations diplomatiques PCF-PS. Le binôme dispose en effet du soutien du PCF, en plus de celui de l'ancien maire PS de L'Haÿ et conseiller général sortant Pierre Coilbault. Ce weekend, le soutien officiel du président sortant PCF du Conseil général, Christian Favier, aux deux candidats, a déclenché une vive réaction du PS qui a subséquemment retiré son soutien au président sortant dans son canton de Champigny. Une mesure suivie d'une réponse non moins véhémente du sénateur communiste.



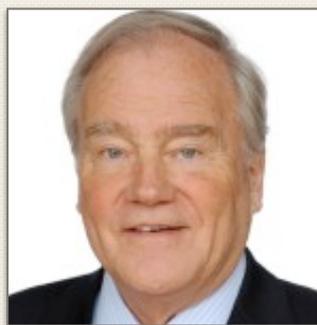
Thomas dit :
18 février 2015 à 18 h 35 min
Encore un 49.3 de carvounas ! Et un nouveau salarié de la ville d alforville comme candidat ! Militant socialiste du valde marne rien ne gêne? ?



mathieu dit :
19 février 2015 à 9 h 51 min
Evidemment, gardez vos roses elles piquent nous garderons nos poings levés pour la bonne cause.

5) Le sénateur UMP Christian Cambon raille la crise PCF-PS

Le 20 février 2015 par C.Dubois



Les difficultés relationnelles entre le PS et le PCF à propos des élections départementales dans le Val de Marne ne font pas que des malheureux. Le président UMP du Val de Marne, Christian

Cambon, ne s'est ainsi pas privé de réagir dans un communiqué, alors que la droite et la centre ont pour leur part réussi à faire l'union.

« La petite crise de nerfs PC-PS en Val-de-Marne n'est que le révélateur des profondes divergences que ces deux formations entretiennent depuis des années au plan National. Il y a 3 ans, le PS allié à quelques écolos de fortune avait déjà tenté de déboulonner les communistes lors des élections cantonales, sans succès », rappelle le sénateur-maire de Saint-Maurice. « Pendant trois ans, j'ai pu voir le groupe communiste du Sénat s'opposer systématiquement aux socialistes, jusqu'à voter contre le budget présenté par la gauche. Hier encore, le combat entre eux a conduit le Premier ministre à utiliser le 49/3 contre sa propre majorité, du jamais vu depuis longtemps. Comment ces frères ennemis pourraient ils prétendre constituer une majorité départementale fiable et efficace dans de telles conditions? », doute l'écu.

94.Citoyens

LAPRESSEENREVUE.EU

94.Citoyens

6) Paul Quiles est venu présenter la contribution Maintenant la gauche à Créteil



Dans le cadre de la préparation du Congrès du PS, Paul Quiles, ancien ministre de l'Intérieur, a présenté la contribution Maintenant la Gauche à Créteil

au siège de la fédération du PS Val de Marne.

Presse en Revue

7) Laurent Ait Hamma et Thiaba Bruni officiellement investis par EELV

Le 19 février 2015 par C.Dubois



Candidats surprise aux élections départementales à Villeneuve-Saint-Georges/ Valenton/ Limeil-Brévannes, Laurent Ait Hamma (Société civile) et Thiaba Bruni (EELV)

ont été finalement officiellement investis par EELV.

Le parti qui ne souhaitait pas de présenter de candidat dans ce canton a été un peu mis devant le fait accompli mais les candidats ont signé l'engagement d'appeler à voter pour le candidat de gauche le mieux placé au second tour.



LAPRESSEENREVUE.EU

8) Départementales 94: l'UMP accuse le Conseil général de propagande électorale



De l'information citoyenne selon le Conseil général du Val de Marne, de la propagande électorale de la part de l'exécutif PCF sortant selon l'UMP... Depuis quelques jours, un petit document format A5, personnalisé pour chaque canton, est distribué dans les 500 000 et quelques boîtes aux lettres du département.

« Ce document qui présente toutes les réalisations du Conseil général canton par canton, avec en prime un éditorial signé de Christian Favier, sénateur et président du Conseil général, à quelques semaines du scrutin et alors qu'il est candidat à sa propre succession, est en complète violation de la loi! Nous allons saisir la Commission nationale des comptes de campagne ainsi que le Tribunal administratif de Melun de manière préventive », prévient Christian Cambon, président de l'UMP du Val de Marne, qui rappelle que le scrutin risque d'être très serré dans plusieurs cantons.



« Il ne s'agit pas d'une nouvelle publication mais d'un simple document informatif et technique qui présente les nouveaux contours des cantons et le mode d'élection car il n'y a eu aucune information sur le sujet de la part de l'Etat malgré ce double changement. Les équipements départementaux sont rappelés dans chaque canton mais il n'est aucunement question de valorisation du bilan du Conseil général. Quant à l'éditorial de Christian Favier, il ne vise qu'à inciter les gens à aller voter mais ne donne aucune consigne de vote» , indique-t-on au cabinet du Conseil général.



A Suivre...
La Presse en Revue